



**CONSEIL EUROPÉEN
LE PRÉSIDENT**

**Bruxelles, le 25 février 2010
PCE 34/10**

**Discours de
Herman VAN ROMPUY
Président du Conseil européen
Discours au Collège d'Europe, Bruges
Salle de concert 'tZand**

"LES DÉFIS À RELEVER PAR L'EUROPE DANS UN MONDE QUI CHANGE"

Monsieur le Recteur,
Chers étudiants,
Ladies and gentlemen,
Mesdames, messieurs,
Dames en heren,

C'est un grand plaisir et un grand honneur pour moi de m'adresser à vous ce soir. De nombreux orateurs prestigieux se sont exprimés à cette tribune avant moi.

J'aurais sans aucun doute aimé assister au discours de Bruges prononcé en 1988 par le Premier ministre, Margaret Thatcher. Ou à l'ambitieuse réponse que Jacques Delors y a apportée un an plus tard... Pour ce duel concernant la politique européenne, il eût fallu une nouvelle salle deux fois plus grande que celle-ci!

Le Collège d'Europe est au cœur de l'intégration européenne depuis 1950. Beaucoup de ses diplômés ont assumé d'importantes responsabilités au sein des institutions européennes. D'autres sont rentrés dans leur pays d'origine et ont insufflé "l'esprit de Bruges" dans les administrations et les systèmes politiques nationaux. Je salue le travail ainsi réalisé par cette institution.

Je ne suis pas moi-même un ancien étudiant de Bruges. Néanmoins, au cours de mes études à Bruxelles, j'ai dévoré les articles et les ouvrages du premier recteur du Collège, le professeur Brugmans. J'ai également assisté aux conférences de son ami Karel Verleye, cofondateur du Collège. Karel Verleye a éveillé mon intérêt pour la cause européenne quand j'étais en terminale (en "rhétorique", comme on dit ici) à Sysele, et au "Centrum Ryckvelde", il y a 45 ans.

Héro néerlandais de la résistance au cours de la seconde guerre mondiale, le professeur Brugmans a incarné ce moment particulier de l'histoire: la naissance de la foi en l'Europe sur les ruines de la guerre.

P R E S S E

POUR PLUS DE DETAILS:

Dirk De Backer - Porte-parole du Président - ☎ +32 (0)2 281 9768 - +32 (0)497 59 99 19
Jesús Carmona - Porte-parole adjoint ☎ +32 (0)2 281 9548 / 6319 - +32 (0)475 65 32 15
courriel: press.president@consilium.europa.eu
internet: <http://www.consilium.europa.eu/>

On peut également citer des pères fondateurs comme Jean Monnet, actif dans la logistique pour les Alliés. Paul-Henri Spaak, ministre en exil, Konrad Adenauer, opposant au nazisme. Ou Charles de Gaulle, qui a dirigé la résistance française à Londres.

Nous ne sommes cependant pas ici aujourd'hui pour parler du passé. Nous sommes ici pour parler du présent, et de l'avenir. Ce n'est pas en glorifiant leurs paroles et leurs actes que nous honorons les pères fondateurs, mais en nous demandant comment *nous* devons agir dans l'immédiat, en vue de notre avenir.

Aujourd'hui, l'enjeu principal n'est plus axé sur le danger d'une guerre entre nations européennes. La seule région qui a connu la guerre récemment, les Balkans occidentaux, se voit à présent offrir une perspective européenne. Notre politique de voisinage a contribué à stabiliser l'ensemble de cette région.

L'enjeu principal n'est plus non plus d'asseoir la démocratie. Cela a été fait en Europe centrale et orientale après 1989. Ces pays sont désormais fermement ancrés dans l'Union européenne; c'est un fait historique sans équivalent pour notre génération.

L'enjeu principal pour l'Europe aujourd'hui est de savoir quelle place occuper vis-à-vis du reste du monde. C'est pourquoi je vous propose aujourd'hui de partager certaines de mes réflexions à propos de la place et du rôle de l'Europe dans le monde. Comment défendre nos intérêts et promouvoir nos valeurs? J'estime qu'il s'agit là d'une question essentielle pour mon mandat de premier président permanent du Conseil européen.

Avant de nous intéresser à l'Europe et à nous-mêmes, examinons les mutations que connaît le monde.

Shakespeare l'a résumé dans une belle expression : "*There is a tide in the affairs of men*" (les affaires du monde ont leurs marées).

Nous vivons au milieu de courants historiques. Sur l'océan géopolitique, il faut connaître les marées afin de garder un cap, pour changer de direction, pour ramener son embarcation à bon port. Dans les ports de Bruges et de Zeebruges, ce vieil adage des marins a gardé toute son actualité...! Voyons ce qu'il en est des marées.

Ces dernières semaines et ces derniers mois, certains signes de mutation à long terme sont apparus. Tout d'abord, les tractations qui ont eu lieu au sommet des Nations unies sur le climat qui s'est tenu en décembre dernier à Copenhague et leurs résultats. L'Europe attendait dans les couloirs, tandis que les États-Unis et la Chine dégageaient un accord. C'est du moins la manière dont les événements ont été perçus.

Les dernières prévisions concernant la croissance économique de la Chine, de l'Inde, des États-Unis et de l'Europe pour 2010 ont constitué un second signe. Selon le Fonds monétaire international, la croissance:

de la Chine sera de 10 %;

celle de l'Inde, de 7,7 %;

celle des États-Unis, de 2,7 %;

et celle de l'Union européenne, de 1,0 %.

Ces chiffres doivent bien entendu être nuancés. Une croissance économique rapide peut causer des tensions monétaires, sociales ou politiques qui mettent à l'épreuve sa pérennité.

Le troisième signe a été l'annonce faite à la fin du mois de janvier par le président Obama, selon laquelle il mettait fin au programme lunaire de la NASA en raison de son coût. Les Chinois et les Indiens ont confirmé que *leurs* programmes lunaires se poursuivaient à vive allure.

Certes, personne ne considère qu'aller sur la lune constitue la priorité absolue, alors que le monde connaît la crise économique la plus grave depuis les années 30 et que la pauvreté fait rage. Cela peut même sembler futile. Toutefois, renoncer à cet exploit qui a fait la fierté de l'Occident revêt une importance symbolique certaine.

Ces signes s'ajoutent à la morosité qui règne dans certains milieux. Certains évoquent le "déclin de l'Occident", qu'ils comparent à l'"ascension des émergents", et notamment de la Chine, de l'Inde, du Brésil... Le Couchant opposé au Levant... D'autres considèrent que seule l'Europe connaît des difficultés. Ils mettent en garde devant une prise de pouvoir, sur la scène mondiale, par un "G2" constitué des États-Unis et de la Chine, excluant l'Europe et d'autres acteurs.

Permettez-moi de vous dire d'emblée que, selon moi, ces conclusions sont très exagérées.

Les deux discours sont erronés. Il n'y a pas de "G2". Et depuis la chute du communisme, l'Europe est la région du monde la plus stable.

L'Union européenne a une population d'un demi-milliard d'hommes et de femmes qui comptent parmi les mieux formés du monde. Bien que ne représentant que 7 % de la population de la planète, nous créons près de 22 % de la richesse mondiale (comparés à environ 21 % pour les États-Unis, 11,5 % pour la Chine et 4,7 % pour l'Inde). Ensemble, nous constituons la première puissance commerciale au monde, devant les États-Unis, la Chine ou le Japon. Nos pays sont enviés pour leur stabilité politique et leur sécurité, leurs systèmes sociaux et leurs normes environnementales, ainsi que pour la qualité de la vie en Europe.

Nous avons prouvé dernièrement que nous étions capables de faire face à une crise financière sans précédent. Nous avons évité de commettre les mêmes erreurs que dans les années 30. En une année, à la nette différence de ce qui s'est passé il y a 70 ans, nous sommes revenus sur la voie d'une croissance économique positive.

Nos relations avec les États-Unis sont très solides. Le lien transatlantique reste de loin le lien le plus solide sur la scène internationale, tant au plan économique qu'au niveau politique.

Il serait par conséquent peu judicieux et guère raisonnable de continuer à parler du déclin de l'Europe ou de l'Occident. Ce qui ne veut toutefois pas dire que rien ne se passe.

À mon avis, l'état d'esprit "décliniste" provient de ce que l'opinion publique a perçu (un peu tardivement) que l'on rebat les cartes. Nous assistons à la fin d'une phase de la mondialisation et au commencement d'une nouvelle. Je m'explique.

La première phase était celle de la mondialisation *économique*. Cette phase a connu son apogée avec les événements de 1989 et des années suivantes. La mondialisation économique a apporté plus de prospérité à plus de gens dans de nombreuses parties du monde, de la Pologne au Vietnam, de l'Ouganda à la Chine. Les États-Unis et l'Europe étaient *fiers* que leur mode de vie soit un modèle pour le monde entier, ils étaient *heureux* que des millions de personnes sortent de la pauvreté grâce au commerce mondial et à la technologie. Les effets négatifs, comme les inégalités croissantes, étaient balayés d'un revers de la main. L'essentiel de cette phase a été bien rendu par des titres tels que *La Fin de l'histoire* (Fukuyama, 1989) ou *La Terre est plate* (Friedman, 2005). Cette phase semble à présent derrière nous.

On pourrait appeler la nouvelle phase celle de la mondialisation *politique*. Que se passe-t-il? C'est simple. La nouvelle puissance économique des pays émergents se mue en pouvoir politique. Ce n'est guère surprenant. Le lien entre l'argent et le pouvoir est aussi ancien que l'argent lui-même. La crise du crédit a accéléré ce processus. Son aspect le plus visible est le pouvoir financier sans précédent que la Chine a acquis par rapport aux États-Unis.

Deux évènements sont à souligner à cet égard.

Le premier est la création du G20 au plus fort de la crise du crédit à l'automne 2008. Ce fut un tournant décisif. Pour la première fois, des pays émergents - l'Inde, la Chine, le Brésil, l'Afrique du sud, la Turquie - ont pu s'asseoir à la table des dirigeants du monde, aux côtés de l'ancien G7. Ils ne pouvaient plus être exclus des enceintes de négociation. La crise du crédit a également battu en brèche le triomphalisme de l'économie de marché. Même les banques d'investissement admettent aujourd'hui la nécessité de règles plus strictes et d'un État fort. Tantôt, les économies sont trop réglementées, tantôt elles le sont dramatiquement peu...

N'oublions pas que ce sont les Européens qui ont pris l'initiative de hisser le G20 au niveau des chefs d'État ou de gouvernement, grâce avant tout au président Sarkozy durant la présidence française de l'UE et au premier ministre britannique M. Brown. Les Européens peuvent encore jouer un rôle décisif pour façonner la gouvernance mondiale!

Le deuxième évènement qui a fait prendre conscience à l'opinion publique que le centre de gravité du pouvoir au niveau mondial se déplaçait a été le sommet de Copenhague sur le climat. J'en ai déjà parlé. À cette occasion aussi, ce sont les Européens qui ont joué un rôle de premier rang en amenant d'autres pays à la table des négociations et en fixant une norme pour les réductions d'émissions. La chancelière Angela Merkel a été très active à cet égard. Sans nous, les autres pays n'auraient pas pris les engagements qu'ils ont pris à Copenhague. Il n'en demeure pas moins que nous avons été tenus à l'écart de l'accord final conclu entre les États-Unis et quatre grands pays émergents. Nous avons appris qu'une stratégie de persuasion morale, où l'on joue les premiers rôles en donnant l'exemple, ne suffit pas pour remporter une partie.

(Cela ne signifie pas que les arguments moraux soient dénués d'utilité. La meilleure preuve en est que les régimes communistes en Europe ont imploré parce que notre système politique et socio-économique s'est révélé plus attrayant.)

Pour résumer: tant que la mondialisation a d'abord été considérée comme un processus économique, elle donnait l'impression que nous pouvions tous y gagner. Il n'en est plus de même dans la nouvelle phase de la mondialisation, la phase politique. En politique, il s'agit des *rappports de force*. Et le pouvoir est relatif. Alors que la prospérité *gagne du terrain*, le centre de gravité du pouvoir *se déplace*. Les Européens commencent à le ressentir et s'en inquiètent. Il s'inquiètent non de perdre du "pouvoir", mais de perdre leur emploi, de voir leur niveau de vie diminuer du fait de l'apparition d'une concurrence mondiale.

Il n'y a absolument aucune raison de penser que seules les forces de la nécessité sont à l'œuvre. Nous avons toujours le choix. Vous, les étudiants de la nouvelle génération, vous avez le choix. L'Europe a le choix.

Le monde change et nous devons nous préparer à ces changements. L'histoire avance. Tout comme dans les années d'après-guerre du professeur Brugmans, cette évolution appelle une réponse politique.

Ceci m'amène à parler de l'Europe et du Conseil européen.

Afin de pouvoir affronter ces changements politiquement, les membres de l'Union doivent être forts et unis. C'est pourquoi je crois que les deux principaux domaines du Conseil européen sont la politique économique et la politique étrangère.

Pour simplifier à l'extrême: la politique économique pour être fort, la politique étrangère pour être uni.

Tout d'abord sur la politique économique.

Dès mon élection, j'ai placé la croissance économique au premier rang des priorités de l'Union européenne. Trois réunions du Conseil européen y sont consacrées au cours de ce semestre: la réunion informelle d'il y a deux semaines à la *Bibliothèque Solvay* et les réunions habituelles de mars et de juin. Les chefs d'État ou de gouvernement sont au cœur du sujet: comment augmenter la croissance, comment créer des emplois, comment améliorer la compétitivité?

Lors de la réunion à la *Bibliothèque Solvay*, tous les membres du Conseil européen ont estimé qu'une meilleure coordination économique était nécessaire dans l'Union, tant en matière macroéconomique (certainement dans la zone euro) qu'au niveau microéconomique. Les politiques à court terme doivent aussi être davantage sous contrôle; pensez à la discipline budgétaire au titre des règles du Pacte, ou aux déséquilibres macro-économiques internes à l'Union et à la zone euro.

Dans la préparation des réunions, j'ai travaillé et je continuerai à travailler en étroite collaboration avec le Président Barroso ainsi que, pendant ce semestre, avec le Premier ministre Zapatero. C'est ma volonté profonde de travailler en partenariat et de mobiliser toutes les énergies et toutes les compétences de l'Union. C'est la seule façon d'avancer.

Tous les membres du Conseil européen se sont déclarés prêts à prendre davantage de responsabilités pour ces sujets économiques. Un tel engagement personnel est indispensable. J'ai été heureux de trouver autour de la table un tel degré d'ambition.

Le premier résultat est que le Conseil européen devient en quelque sorte le "gouvernement économique" de l'Union, comme certains aiment l'appeler. Ou le lieu de la "gouvernance économique", comme d'autres préfèrent dire. La crise financière et économique oblige à faire des pas dans cette direction.

L'emploi et la croissance sont de la plus haute importance pour la vie quotidienne de tous nos concitoyens, pour notre niveau de vie. Le résultat de nos efforts économiques déterminera aussi notre place dans le monde. C'est pourquoi je dis toujours qu'en définitive, l'enjeu de la croissance économique, c'est la survie du "mode de vie européen".

Le premier ministre hongrois, M. Gordon Bajnai, m'a récemment écrit dans une lettre: "L'Europe ne peut maintenir et étendre son influence géopolitique que si nous parvenons à relancer la croissance économique. (...) Une Europe faible économiquement risque de perdre son importance politique."

La croissance économique peut nous rendre plus *forts*. C'est une condition nécessaire, mais pas encore suffisante. Afin d'être capables d'affronter les changements, nous avons besoin d'un deuxième élément: nous devons aussi être *unis*.

Ce qui m'amène à la politique étrangère à proprement parler.

Le Conseil européen a toujours joué un rôle essentiel dans ce domaine. En particulier depuis la chute du mur de Berlin. Après la fin de la guerre froide, les chefs d'État ou de gouvernement ont considéré que l'Europe devait avoir une présence plus forte sur la scène internationale. Dans le traité de Maastricht, ils ont décidé de prendre en main eux-mêmes cette question sensible et importante.

Beaucoup de chemin a déjà été parcouru, en particulier depuis 1999, lorsque l'Union a nommé le premier Haut Représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune, M. Javier Solana. Cette même année a débuté la mise en place d'une capacité destinée à réagir aux crises internationales. Aujourd'hui, l'Union a déployé des missions sur le terrain, de l'Afghanistan au Tchad, du Kosovo à la Somalie, auxquelles participent des milliers de personnes - soldats, policiers, marins et juges. C'est un résultat remarquable.

Nous avons mis au point, au niveau européen, des instruments pour une véritable politique étrangère. Mais pour que des instruments fonctionnent de manière optimale, il faut qu'ils s'inscrivent dans une vision stratégique commune. Où allons-nous? Qui sont nos partenaires? Où voulons-nous être dans dix ou vingt ans? Permettez-moi de donner un exemple. Le Président Obama a eu besoin de plusieurs mois pour définir une nouvelle stratégie à l'égard de l'Afghanistan. Pourquoi ne sommes-nous capables que de réagir au lieu de définir une stratégie ensemble?

Le Conseil européen dans son ensemble est chargé d'arrêter les décisions relatives aux "intérêts et objectifs stratégiques" de l'Union dans le domaine des affaires étrangères. Aux termes du traité, ces décisions portent aussi bien sur "la politique étrangère et de sécurité" que sur "d'autres domaines relevant de l'action extérieure de l'Union" [article 22, paragraphe 1, du traité UE]. Les décisions peuvent concerner un pays ou un région en particulier. Elles peuvent aussi avoir une approche thématique et concerner par exemple la politique énergétique. Le rôle du président permanent du Conseil européen consiste à dégager un consensus sur tous ces dossiers relevant des affaires étrangères. Pour l'essentiel, sa mission est de *tracer une voie commune*.

Comme vous l'avez appris ici, au Collège, l'Europe a commencé en étant un *marché*, avec une méthode de travail tout à fait particulière. Nous pouvons être fiers du travail accompli. Mais construire un marché est bien autre chose qu'être une puissance. "L'Europe puissance", comme les Français aiment à l'appeler. Je souhaiterais mentionner deux conséquences assez délicates.

En premier lieu: la méthode de prise de décision. En politique étrangère, il faut pouvoir décider et agir rapidement, alors que notre méthode de travail a été initialement conçue, et fonctionne bien, pour l'élaboration de réglementations. Les progrès réalisés dans le domaine de la politique étrangère européenne sont largement fonction des impulsions et de l'autorité des chefs d'État ou de gouvernement. C'est ce qui a conduit certains analystes à décrire le Conseil européen, agissant en politique étrangère, comme un "chef d'État collectif".

En second lieu: le rôle des États membres. La création d'un marché intérieur consiste pour l'essentiel à supprimer les entraves aux échanges. Les gouvernements et les institutions créent des conditions de concurrence équitables sur la base desquelles les acteurs économiques exercent leurs activités. En revanche, en matière d'affaires étrangères, et notamment de politique de sécurité, les États ne laissent *pas* l'initiative aux entreprises ou aux consommateurs. Ce sont eux les acteurs et ce sont eux qui prennent des responsabilités. Ils envoient les policiers, les juges ou les soldats nécessaires pour assurer la paix et la sécurité ou défendre nos intérêts. La différence est sensible en termes de qui veut, et de qui peut, faire quoi.

Il n'est dès lors pas surprenant que, plus l'Union s'occupera d'affaires étrangères dans les dix prochaines années, plus certaines différences d'attitude se feront jour entre les États membres. L'histoire et la géographie jouent un rôle important en politique étrangère. Il ne s'agit pas que l'opposition entre des grands États membres et des petits États membres. Il se fait aussi que certains ont des liens historiques avec certaines régions du monde, et que tel est une île, alors que d'autres partagent une frontière avec la Russie. Ces différences sont réelles et elles ne disparaîtront pas par enchantement.

En ma qualité de président du Conseil européen, je tiendrai compte des intérêts et des sensibilités de chacun. Même si notre unité est notre force, notre diversité demeure notre richesse. Les événements récents montrent cependant qu'aucun pays européen ne peut, à lui seul, décider des affaires du monde ou jouer un rôle décisif.

Afin de trouver un consensus parmi les États-membres dans ce domaine, de nouvelles institutions, de nouvelles fonctions ont été créées. En particulier, le Président permanent du Conseil européen et le Haut Représentant pour la Politique Étrangère et de Sécurité Commune, désormais également vice-président de la Commission.

Cependant, il ne suffit pas de créer une nouvelle institution pour résoudre un problème donné, en tout cas pas immédiatement. Cela demande des consultations, de nouvelles habitudes, du temps.

Il peut être utile de souligner ce point. Récemment, une certaine déception était palpable. Par exemple, on s'est beaucoup ému du report par le président américain du sommet entre l'Union européenne et les États-Unis. Début février, dans toute la presse européenne, des commentateurs expliquaient à leurs lecteurs qu'après dix ans d'efforts, l'Union européenne avait enfin un nouveau traité et que, ô surprise, il ne fonctionnait toujours pas...

C'est que les nouvelles institutions ont besoin de temps. Les Américains le savent parfaitement. (Entre parenthèses, les Américains eux-mêmes ont mis presque un siècle pour arriver du pluriel au singulier, pour ne plus dire "*the USA are*" mais plutôt "*the USA is*"...) La raison du report du Sommet était ailleurs.

Les fonctions et les mécanismes doivent être incarnés, pas à pas. Pour nous, *êtres humains*, ces processus de mise en place, de définition des rôles, prennent du temps. Seule *la déesse* Athéna était, dès sa naissance, toute armée et cuirassée, sortant tout droit du crâne de son père!

Quelles sont mes propositions pour aller de l'avant? Les principaux éléments sont en place. Un glissement du centre de gravité du pouvoir à l'échelle mondiale. La puissance économique, condition indispensable pour disposer d'un pouvoir politique. Notre Union, unie dans la diversité. La nécessité d'être patient, même dans les périodes d'urgence. Nous savons aussi clairement ce que nous devons faire. Nous devons canaliser la vague de la mondialisation.

En matière de politique étrangère, l'Union européenne a, me semble-t-il, deux tâches à accomplir. Deux pistes à suivre.

Première piste: nous devrions développer davantage la gouvernance économique au niveau mondial. La création du G20 a été une grande avancée. Il est d'une importance primordiale de réunir les grands acteurs autour de la même table. Pour les États membres de l'Union, cela requiert une coordination accrue de la politique économique étrangère. C'est le volet extérieur du "gouvernement économique" que nous sommes en train d'élaborer en interne.

Cela constituerait un bon point de départ pour deux raisons. La première est qu'on ne pourra pas coordonner la politique économique interne sans avoir adopté une position extérieure commune. Dans la mondialisation, il y a une interpénétration croissante des aspects intérieurs et des aspects extérieurs. La réglementation bancaire ne peut pas être simplement une affaire intérieure, c'est une question internationale. La politique énergétique concerne les demandes des ménages, mais aussi les relations avec les producteurs d'énergie dans le monde entier. La zone euro doit réfléchir à la manière de renforcer sa représentation extérieure au sein d'institutions telles que le Fonds monétaire international. Cela ne doit pas être un sujet tabou entre les membres de la zone euro.

La deuxième raison que je voudrais mentionner ici est que le volet économique des affaires étrangères conduirait plus aisément que d'autres dossiers à l'adoption d'une orientation commune, d'une politique commune. Nous l'avons constaté dans le passé avec le commerce, où il n'y a qu'un négociateur au nom de l'Union. Le domaine des relations économiques étrangères est celui qui offre le plus de chances de voir l'Europe parler d'une seule voix dans le monde.

Le G20 nous permet maintenant de disposer d'une enceinte appropriée pour y parvenir. Le Conseil européen est bien placé pour préparer les positions communes européennes; les États membres et les institutions de Bruxelles- la Commission et le Conseil européen- siègent à la table au plus haut niveau. C'est pourquoi, lors des réunions du Conseil européen de mars et de juin, nous préparerons le sommet du G20 de Toronto, qui se tiendra à la fin juin de cette année.

Seconde piste: nous devons revoir et renforcer nos relations avec nos principaux partenaires. Je pense surtout aux États-Unis, au Canada, à la Russie, à la Chine, au Japon, à l'Inde et au Brésil.

Lors du sommet de Copenhague, nous avons pris conscience que l'Europe ne peut plus briller par la seule "force de son exemple". Pour gagner les autres à votre cause, il faut plus que la conviction que votre proposition est la meilleure. Pour participer aux tractations, l'Union doit s'affirmer sur le plan politique. La première étape consiste à choisir soigneusement nos alliés, à réfléchir à ce que nous pouvons faire avec eux. Le Conseil européen se penchera sur la question de la politique en matière climatique lors de sa réunion de mars.

Dans bien des domaines, ce sont les États-Unis qui demeurent le partenaire le plus approprié. Je suis convaincu qu'eux aussi analysent leur place dans le monde après la crise financière. Nos amis américains resteront attachés au maintien de bonnes relations transatlantiques. Malgré les impressions actuelles, elles ne feront que se renforcer dans les années à venir.

Nous devons mener avec nos autres partenaires un dialogue loyal et transparent. Pas de naïveté, pas d'affrontement superflu non plus. L'Union européenne doit envoyer des signaux cohérents; c'est la seule façon d'être fiable et efficace. Tous les acteurs mondiaux devraient néanmoins garder à l'esprit que, si la participation à la "gouvernance mondiale" confère des droits et des avantages, elle comporte aussi des obligations. Nous devrions éviter que la conférence des Nations unies sur le changement climatique, le cycle de Doha sur le commerce ou les réformes au sein du système monétaire et financier international ne s'enlisent.

Une réflexion continue sur la direction stratégique commune que prend l'Union européenne est pour cela nécessaire au niveau des chefs d'État ou de gouvernement.

J'ai commencé par une citation de Shakespeare: "*There is a tide in the affairs of men*" (les affaires du monde ont leurs marées). À l'heure de conclure, imaginons à quoi peut ressembler l'Union européenne dans cet océan géopolitique. Sommes-nous tous dans le même bateau, naviguant sous le seul drapeau européen? Ou sommes-nous 27 bateaux, chacun suivant sa route? À aucune de ces deux questions on ne peut répondre par l'affirmative.

Au sein de l'Union européenne, nous sommes souvent tiraillés entre "l'unique" et le "multiple", entre "le tout" et les "parties". Cette tension fait partie de notre identité. Le génie européen est de réinventer sans cesse de nouveaux moyens de gérer cette tension.

En matière de politique étrangère, je préférerais comparer l'Union européenne à un convoi. Imaginez un convoi de 27 bateaux naviguant sur les flots de l'océan géopolitique. Imaginez-les: 27 bateaux, battant chacun pavillon national et pavillon européen, poussés par un vent qui tantôt les éloigne les uns des autres pour quelque temps, tantôt les fait naviguer dans la même direction. Regardez-les: certains bateaux sont plus faciles à manœuvrer, d'autres sont plus robustes, certains plus petits, d'autres plus grands, certains à la marge du convoi, d'autres en son centre.

Ce que vous ne voyez pas, en revanche, c'est ce que savent parfaitement les 27 capitaines: sous l'eau, leurs bateaux, comme les 27 gouvernements de l'UE, sont tous reliés, économiquement et monétairement. Ils ne peuvent pas s'éloigner les uns des autres... Ce convoi européen n'a pas à sa tête un seul capitaine, bien qu'il dispose depuis peu d'un président permanent. L'une des tâches de ce président - donc pour l'instant une de mes tâches... - est de présider les réunions des 27 capitaines et de trouver un consensus sur la direction à prendre. De retrouver un cap stratégique.

J'estime que le président permanent a pour tâche politique première - et cette tâche est immense - d'aider l'Union européenne à trouver sa boussole. J'ai senti nettement, lors de notre dernière réunion, que ce sentiment est partagé parmi les membres du Conseil européen. Ils savent, nous savons, tout comme vous savez, que nous sommes engagés ensemble dans cette aventure.

Je suis convaincu que nous autres, Européens, sommes capables d'affronter les vagues, de braver les tempêtes et de faire avancer notre cher convoi contre vents et marées. Ce choix s'offre à nous. À nous de l'assumer.

Je vous remercie.
